

UNITE

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Numéro 34

« Les politiciens battent souvent en retraite mais ne la prennent jamais. »

Yvan AUDOUARD

Édito

Tout est possible !

La force des manifs du 7 septembre et la grève qui s'annonce massive le 23 montrent que les salariés ont compris que ce pouvoir illégitime, minoritaire et ses ministres usés jusqu'à la corde n'avaient qu'un objectif : leur faire payer la facture de la crise, les mettre au pas pour « rassurer » les banquiers et les vautours des agences de notation !

La gauche doit comprendre qu'une proportion croissante de salariés et de jeunes sont en rupture philosophique, politique, morale avec le système. Depuis 2007, les luttes sociales ont montré que la capacité de résistance de notre camp était immense : grèves dans le privé pour les salaires et contre les licenciements, chez les fonctionnaires contre la destruction des services publics, chez les étudiants contre la LRU, manifestations géantes en janvier et mars 2009, grève générale victorieuse en Guadeloupe et Martinique et raclée dans les urnes infligée à l'UMP aux régionales... la liste n'est pas exhaustive mais montre que le pouvoir en place est rejeté en profondeur chez ceux qui produisent les richesses mais n'en reçoivent que des miettes. Le peuple de gauche et la jeunesse cherchent une issue pour en finir au plus vite avec la bande du Fouquet's.

Notre parti va mieux qu'en 2007 mais il n'offre pas encore d'alternative crédible capable de répondre immédiatement aux besoins sociaux. Sa ligne reste ambiguë, notamment sur la question des retraites, et son prétendu sauveur suprême dirige l'un des symboles de la mondialisation capitaliste. Dans le même temps les « socialistes » grecs, espagnols et portugais se font les champions de l'austérité contre leurs peuples. La gauche radicale et les écolos restent eux très divisés. Depuis un an, on ne parle cependant plus du MODEM que certains socialistes nous présentaient comme l'avenir de la gauche. Notre courant a eu raison de se battre contre cette alliance de renoncement et de capitulation.

Un Monde d'avance et les jeunes socialistes de gauche portent une responsabilité centrale dans la période qui s'ouvre. Nous qui nous avons toujours voulu nous situer au cœur de la gauche, nous devons porter l'impérieuse nécessité d'un nouveau programme commun, d'une nouvelle union des gauches. Il n'y a qu'un pas de la résistance à l'alternative ! Ce week-end le prouve : du NPA aux Verts en passant par le PC -même si nous regrettons l'absence des camarades du PG-, il n'y a qu'une seule gauche ! Cette gauche, au coude à coude dans les luttes, doit aussi porter l'exigence d'une autre politique, une politique qui défende sans ambiguïté la retraite à 60 ans à taux plein, une redistribution radicale des richesses, qui ouvre des perspectives contre la rigueur imposée par l'Europe. Notre courant doit être porteur de cette ambition comme il doit prévenir tout ralliement précipité à d'éventuels candidats à la présidentielle. Notre force, c'est notre ancrage social, notre détermination et notre volonté de s'appuyer sur les salariés en mouvement ; oui, le socialisme est une idée neuve !

Par Julien Guérin (77)

SPECIAL VIEUX-BOUCAU

SOMMAIRE

P. 2: C'EST PAS BIENTÔT FINI L'UMP STORY? par Jean-François CLAUDON

P.3: APRÈS LE 7 SEPTEMBRE CONTINUONS LE COMBAT! par Florent HASPEL

P. 4 et 5: 3 QUESTIONS A GERARD FILOCHE

P.6 LE FOND DE RÉSERVES DES RETRAITES: UNE FAUSSE BONNE IDÉE? par Johann CESA

P.7: LES « PETITS MALAISES » DE MOSCO AND CO par Xavier BOURDON

P. 8: Nos droits : on s'est battu pour les gagner, on se battra pour les garder !



En septembre 1973, Allende est assassiné, et avec lui le Chili libre, démocratique et socialiste... Le scénario impérialiste s'est répété l'an dernier au Honduras. Pourtant, nous sommes tout et ils ne sont rien. *Venceremos !*

Pour contacter

l'Offensive Socialiste:

Johann CESA : 06 28 04 71 32

Anthony GRATACOS : 06 19 77 64 08

C'est pas bientôt fini, l'UMP story ?

Nous avons vraiment une droite extraordinaire ! Les mois qui viennent de s'écouler pouvaient difficilement se passer plus mal pour elle. Après la calotte des régionales, on pouvait penser que l'excité de l'Élysée allait se vautrer dans le mol oreiller de l'immobilisme à la plus grande joie de ses troupes. Mais, le mandat des classes dirigeantes impose au pouvoir de continuer sur sa route, au risque de déclencher "la révolte sociale" tant crainte par Sarko. Il la sait possible, mais il ne peut faire autrement, car il est prisonnier des exigences de la racaille capitaliste qui le soutient encore et qui exige de lui toujours plus de gages en terme de libéralisation, de privatisations et de subventions du capital. L'UMP continue donc sa fuite en avant.

L'affaire Woerth continue de défrayer la chronique. Le ministre du travail excelle dans l'art de manier les casquettes les plus diverses. Résumons : cet honnête homme, victime d'une odieuse "chasse à l'homme" les Roms ou les sans-pap' apprécieront... est soupçonné d'avoir conseillé dans ses opérations de fraude fiscale une milliardaire qui a financé la campagne de Sarko. On le suspecte également d'avoir assuré au gestionnaire de la fortune de cette oisive richissime l'obtention de la Légion d'honneur en échange de l'embauche de sa femme par l'heureux bénéficiaire de la distinction napoléonienne. On le soupçonne encore d'avoir aliéné une partie de la forêt de Compiègne alors qu'il savait pertinemment que cette vente était illégale. D'avoir minoré le préjudice d'un cambriolage commis chez un riche héritier de ses amis afin que ce dernier échappe à un redressement fiscal motivé par le montant anormal du vol. D'avoir menti sur ses comptes de campagne. Et la liste va sûrement s'allonger ! Si l'on cherche un des responsables du siphonage des caisses publiques au profit du privé menée scrupuleusement depuis des années, on a frappé à la bonne porte !

Et Sarko, et Fillon d'apporter leur soutien le plus total à ce voyou niché au sommet de l'Etat. A ce fraudeur qui ment aussi bien quand il nie tout lien avec Liliane Bettencourt ou Patrice de Maistre, que quand il trafique les chiffres pour rendre acceptable "sa" réforme des retraites. Décidément, belle "république irréprochable"

que celle de Sarko ! Ce n'est plus un Etat, c'est un clan, prêt à s'acoquiner avec tout ce que la bourgeoisie française a de plus rance ! Et le fait que le gestionnaire de fortune soit le descendant direct du théoricien contre-révolutionnaire Joseph de Maistre, est significatif, et le réduire au rang de simple coïncidence serait faire preuve d'une légèreté coupable. Le monde des Sarko et des Woerth, c'est le vieux monde qui se meurt, mais qui s'accroche à la vie pour empêcher le monde nouveau d'advenir. C'est la résistance frénétique de la société de classe, qui s'est si aisément accommodée des survivances de la société de caste, contre l'aspiration de l'homme à l'égalité, contre le droit absolument légitime de toute l'humanité au bien-être. L'affaire Woerth montre avec quelle facilité la contre-révolution libérale oublie ses querelles avec sa rivale aristocratique pour obstruer le passage au camp du progrès.



La vraie chasse à l'homme, menée contre les roms n'est pas seulement une tactique censée faire oublier les ennuis de Woerth ou sa contre-réforme inique. C'est aussi l'aboutissement de la dérive raciste d'un pouvoir pour qui, Vichy n'est pas un gros mot. Il est en effet temps pour une droite aux abois, minée par les divisions propres aux fins de règne, de refaire son unité sur ses fondamentaux. Quoi de mieux qu'un politique sécuritaire et xénophobe ? Le réveil du FN démontre qu'il y a le plein à faire à la droite de l'UMP en menant une politique qui pourrait rallier les déçus de la Sarkozie revenus au bercail lepéniste. Mais attention à la bête blessée ! Consciente de son malaise, elle entend se sauver en attaquant sur tous les fronts et en jouant partout sur la peur et sur la division de notre camp. Cette politique du bas-ventre -la droite n'en connaît pas d'autre-, il faut y mettre un terme. Et le plus tôt sera le mieux.

Par Jean-François CLAUDON (75)

Après le 7 septembre, continuons le combat !

Notre cher président a dû bien se marrer en regardant la météo, le lundi 6 septembre au soir. Malheureusement pour lui, même si nous ne sommes pas encore forcément à l'aube du grand soir, les manifestants ont bel et bien répondu présents le 7 septembre. Malgré la rentrée scolaire et ses difficultés économiques, les salariés français ont fait le sacrifice d'une journée de travail pour montrer leur refus de la réforme Woerth et pour battre le pavé. Dès le lendemain du 7, Fillon, à son insu, a bien dû reconnaître que tout le monde ne faisait malheureusement pas partie de ces bons Français qui « ont pris la responsabilité de travailler pour ne pas aggraver la situation économique du pays » ! Les actifs concernés par le niveau de leurs pensions futures n'étaient pas seuls dans les cortèges syndicaux ; même les retraités étaient de la partie. Les salariés français font preuve d'une solidarité intergénérationnelle exceptionnelle, puisque nos seniors ont pris conscience qu'une retraite à 62, 63 ou même 65 ans, empêcherait le renouvellement du « marché » du travail et relèguerait les jeunes sur les bancs de Pôle Emploi. Ceci est d'autant plus grave que le taux de chômage des jeunes en France dépasse les 25 %, alors que la moyenne européenne est de 20 %. Cet argument central, il faut le marteler pour préparer l'entrée massive de la jeunesse dans cette bataille décisive. Au grand dam de la droite au pouvoir, cette journée de mobilisation est une des plus importantes de ces 10 dernières années. Le 7 septembre se situe d'ores et déjà à la hauteur des grandes journées de lutte contre la politique de la droite depuis 2002. Près de 3 millions de manifestants, rassemblés pour un seul jour de mobilisation et soutenus par l'énorme majorité de la population, on s'y habitue peut-être avec la droite au pouvoir, mais c'est tout de même gigantesque ! Pour lutter contre ce pouvoir qui méprise le mouvement social et qui estime que les dizaines de rassemblements du 7 restent anecdotiques, il faut commencer par rétablir cette vérité.

Appelant au retrait du projet de loi sur les retraites et se rangeant largement derrière le slogan « pour une retraite à 60 ans, à taux plein pour tous », les forces syndicales et les forces politiques de gauche de notre pays peuvent

être fières de cette belle mobilisation sur lesquelles ils doivent à tout prix s'appuyer pour continuer le combat et défaire le gouvernement. Quelques chiffres rendent compte de la mobilisation populaire. La moitié des agents de la SNCF, la moitié des salariés de l'Éducation Nationale, un quart des agents de La Poste et de France Télécom étaient en grève ce mardi. Et même si tous les grévistes ne sont pas descendus dans la rue, on comptait 30 000 manifestants à Lyon, malgré la pluie, contre 20 000 en juin dernier, encore 35 000 personnes à Rennes contre 20 000 le 24 juin. En outre, de nombreuses villes petites ou moyennes ont été le théâtre de manifestations d'ampleur pratiquement inégalée. Ils étaient 12 000 à Bourges et à Châteauroux, 20 000 à Bayonne...

C'est clair, si ça ne l'était pas encore depuis l'an dernier : le salariat, dans ses profondeurs, rejette la politique de classe de Sarko-Fillon-Woerth. Il exécute ce gouvernement-croupion, aux ordres des spéculateurs et des banquiers, pour qui il constitue précisément la seule variable d'ajustement. Cette journée du 7 septembre deviendra ce que l'on en fera.

Nombreux sont ceux qui, par peur de l'inconnu, voudrait la réduire à n'être qu'une journée de protestation morale ou une conjonction de grèves corporatistes visant à amoindrir les effets de la loi scélérate. Nous, nous pensons que le 7 septembre constitue le prologue du rassemblement au grand jour des exploités contre leurs exploités pour imposer le retrait du projet Woerth et défaire Sarko. Le rendez-vous décisif du 23 septembre doit être, non une journée d'action isolée de plus, mais le début de LA grève, de l'affrontement central, économique quant à ses revendications et politique quant au débouché nécessaire à leur satisfaction. Pour cela, il faut organiser la grève générale et offrir une perspective politique aux salariés. Pas la perspective d'une gauche divisée, ni un cartel électoraliste, mais l'union vivante de toute la gauche rassemblée sur un programme commun de rupture avec le libéralisme. A la seconde où ce programme sera conclu, le vide que prétexte les directions syndicales pour expliquer leur irrésolution sera comblé.

Par Florent HASPEL (42)

1°/ Les meetings unitaires contre la "réforme" des retraites font de plus en plus le plein. Peux-tu nous dire deux mots sur cette initiative unitaire exemplaire et sur l'ambiance qui s'en dégage ?

C'est un vrai tour de force que de mettre tous les soirs, dans le silence général organisé des grands médias, dans tout le pays, sur une même tribune, des orateurs et oratrices du PS et du NPA, des Verts et du PCF, du Parti de gauche et des Alternatifs, de la FSU, de Sud, de la CGT, d'organisations féministes, d'associations comme Attac et Copernic ! Cécile Duflot côtoie Jean Luc Mélenchon ; Pierre Laurent parle avec Olivier Besancenot ; Razzy Hammadi ou Guillaume Bachelay parlent pour le PS ; à leurs côtés, Willy Pelletier (Copernic), Jean-Marie Harribey (Attac), Pierre Khalfa, (Sud) font le tour de France, et moi-aussi, qui conclue, de façon unitaire, la plupart de ces meetings. Il y en a eu 350 entre le 6 mai à la Bellevilloise, et le 29 juin à Lille. Il y en a une centaine en ce mois de septembre 2010. De Toulouse à Clermont-Ferrand, de Rennes à Bordeaux, de Chartres à Dijon ou Besançon, Dax ou Joigny, de Chaumont à Bourges, de Blois à Agen, les salles sont pleines. Ce qui est frappant, c'est de voir les drapeaux de toutes les organisations côte à côte et la soumission volontaire de tous à un temps de parole de 5 à 8 minutes pour que chacun puisse s'exprimer à égalité. Souvent, on se déplace en groupe pour démontrer notre soif commune de défendre ensemble la retraite à 60 ans à Marseille, Lyon, Rouen... Et parfois, il n'y a qu'un seul orateur accepté sincèrement au nom de tous (Nice, Romans, Grenoble...). A Rouen, Eric Aubin est venu pour la CGT, et à Besançon le porte-parole de l'UD-CGT 25 est monté aussi à la tribune. Pas de protocole, pas de dispute, une atmosphère conviviale de solidarité règne entre toutes les sensibilités.

La presse nationale boycotte ce phénomène



parce que cela la gênerait d'expliquer au grand public que toute la gauche politique, les associations et les syndicats sont unis dans cette campagne qui dure depuis six mois. On a affaire à un déni d'information organisé.

2°/ La crise du régime sarkoziste s'est visiblement approfondie depuis l'été sur fond de difficultés économiques persistantes. Selon toi, à quelles conditions pouvons-nous espérer défaire le pouvoir sur la question des retraites ?

Le gouvernement n'est plus en crise, il est maintenant dans une phase avancée de décomposition ! Il recule partout, dans toutes les couches du salariat : 73 %, oui, 73 % des Français sont maintenant consciemment contre ce pillage des retraites ! Le gouvernement est en minorité sur la chasse aux Roms qu'il a tenté d'organiser pour faire diversion. Le ministre de l'intérieur a publié une circulaire raciste qui a donné lieu à d'odieuses expulsions sur le terrain en août et c'est maintenant l'Europe elle-même qui condamne la France et qui attaque l'infraction constituée d'expulsion raciste... Chaque jour apporte son lot de révélations sordides sur le pouvoir du

fric arque-bouté autour de Sarkozy, Woerth, Bettecourt. L'Élysée a été démasqué il y a peu dans une affaire d'écoutes illégales contre la presse.

Maintenant, on commence à révéler qu'il y a eu entraves aux enquêtes sur l'affaire des 11 victimes de Karachi mortes à cause « des rétro-commissions » du

temps de Balladur-Sarkozy. La fraude fiscale encouragée derrière le bouclier fiscal a éclaté au grand jour, des dizaines de milliards ont été faits en cadeaux aux riches, aux banques, au CAC 40 et les salariés de France voient qu'on veut piller leurs retraites.

Tout ça, ça ne passe tout simplement plus...

(CN PS, Inspecteur du Travail)

3°/ Toi qui prônes et contribues à réaliser dans le cadre des meetings sur les retraites l'unité de toute la gauche, sens-tu que la dynamique unitaire a franchi un nouveau palier ? Comment la gauche doit-elle se rassembler pour vaincre Sarkozy dans les urnes ?

Bah oui, du 23 mars au 29 mai, du 24 juin au 7 septembre, nous sommes dans une phase ascendante. Près de 3 millions de manifestants, c'est énorme et on peut faire encore bien mieux. Nous sommes en train de lever le scepticisme qui existait sur le fait qu'on pouvait gagner.

Nous sommes en train d'éveiller l'opinion en profondeur sur les mensonges énormes du pouvoir, sur son bluff, ses tricheries. L'histoire ne se répète jamais, mais il y a une possibilité de faire novembre-décembre 1995 et le CPE de 2006 à la fois. Vingt-cinq organisations de jeunesse appellent à un grand meeting le 1er octobre à la Bourse du travail où je prendrai d'ailleurs la parole. Le pouvoir a lui-même avoué qu'il craignait terriblement cette jonction possible entre les salariés et la jeunesse de ce pays. De même qu'il a peur des débrayages qui s'étendent et durent au-delà des « temps forts » que mettent en place les syndicats... A nous de tout faire pour donner confiance, affermir l'unité de notre camp en avançant les seuls mots d'ordre fédérateurs : 60 ans à taux plein ! Pas un an de plus, pas un euro de moins ! Travailler moins, mieux et tous ! Partageons les richesses maintenant ! Réussissons le 23 septembre de toutes nos forces !

Je pars pour Chartres, Toulouse, Saint-Amand-Montrond, puis à Vieux-Boucau où doit avoir lieu aussi un meeting unitaire retraite, comme partout...



Meetings unitaires prévus en défense des retraites à 60 ans, pas un an de plus, pas un euro de moins :

Lundi 20 septembre : meeting unitaire Rennes avec Marie-Noëlle Lienemann (PS), Christian Mahieux (secrétaire national de Solidaires), Olivier Besancenot (NPA), Alain Lipietz (Les Verts), Martine Billard (PG) Christiane Marty (ATTAC), Willy Pelletier (Copernic), Jean-Baptiste Prévost (UNEF), Caroline De Haas (Osez le féminisme), Anne Feray (secrétaire nationale de la FSU), Clémentine Autain (FASE), Robert Injey (coordination nationale du PCF), Céline Malaisé (Gauche Unitaire), Gérard Filoche

Mercredi 22 septembre : meeting unitaire Blois

Jedi 23 septembre: à Quimper avec Alain Krivine (NPA), J-J. Boislaroussie (Alternatifs), Willy Pelletier (Copernic)

Jedi 23 septembre : g rêves et manifs intersyndicales – le soir Gérard Filoche, Jean Auroux, Michel Debout, à Compiègne Oise 60

Vendredi 24 septembre : meeting unitaire Chaumont (10)

Lundi 27 septembre : lundi retraite

Lundi 27 septembre : meeting unitaire Clermont-Ferrand Maison du Peuple avec Gérard Filoche, Olivier Besancenot (porte-parole du NPA), Razzy Hammadi (secrétaire national aux services publics du PS) Didier Horus (secrétaire national de la FSU - représentant de la FSU au COR), Alain Lipietz (Les Verts), André Chassaigne (député PCF, Président de l'ANECR), Jean-Baptiste Prévost (président de l'UNEF), Marie-Pierre Toubhans (Gauche Unitaire), Annick Coupé (déléguée générale de Solidaires), Jean-Luc Mélenchon (président du PG), Caroline de Haas (Osez le féminisme), Christiane Marty (ATTAC), Willy Pelletier (coordinateur général de la Fondation Copernic).

Mardi 28 septembre : meeting à Bordeaux

Mercredi 29 septembre : action européenne CES

Le fond de réserve pour les retraites : une fausse bonne idée ?

La droite reproche souvent au PS de n'avoir jamais rien fait pour assurer le financement de nos retraites. « Faux ! », répondent en chœur les dirigeants socialistes. Et oui, souvenez-vous du Fond de réserve pour les retraites (FRR), créé par la Gauche plurielle en 1999. Dans l'euphorie des succès de Jospin, au bon vieux temps maintenant révolu de la fameuse « cagnotte publique » dénoncée par la droite, ce fond avait été lancé pour répondre au problème démographique que devrait connaître notre pays entre 2020 et 2040. Mais comment faire fonctionner ce fond ? L'objectif du FRR était d'accumuler un maximum d'argent -une somme évaluée à 150 milliards d'euros- entre 2000 et 2020 pour l'utiliser les vingt années suivantes. Mais où trouver tout cet argent ? Tout simplement en appliquant une politique libérale : privatiser, puis jouer les sommes ainsi obtenues en Bourse. Il fallait que les gouvernements successifs trouvent 100 milliards d'euros et produisent 50 milliards de plus-values sur 20 ans. Les quatre ressources du FRR sont la moitié du prélèvement social de 2 % sur les revenus de patrimoine et de placement, les excédents de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), une part du produit des cessions d'actifs (privatisations, produit de licences UMTS, cession des parts de Caisses d'Épargne...) et des dotations de natures diverses. L'argent obtenu est alors confié à des sociétés financières, après appel d'offres, pour gérer le porte-feuille. Aujourd'hui, 90 % du FRR est placé soit en actions soit en obligations. Le gouvernement Jospin a donc bel et bien créé un fond de retraite par capitalisation.

Où en est le FRR ?

Partons d'un calcul simple, nous sommes en 2010, soit exactement à la moitié de la phase d'accumulation. Il devrait donc y avoir dans les caisses 75 milliards d'euros (la moitié des 150 milliards prévus), sauf qu'aujourd'hui le FRR peine à dépasser les 32 milliards. En fait, depuis 2002, il y a très peu d'argent qui rentre dans les caisses du Fond. Tout d'abord -ça fait toujours

mal de le rappeler- parce que Raffarin a moins privatisé que Jospin et ensuite et surtout parce qu'il a moins bien privatisé. Les ventes aux rabais effectuées à leurs copains par les coquins de l'UMP ont succédé à la politique sérieuse, quoique social-libérale, menée par la Gauche plurielle. Le FRR, qui avait besoin d'une grande stabilité, a forcément souffert de cette gestion anarchique du pays par la droite. Ainsi, pour donner un exemple, les 14 milliards d'euros de la privatisation des Autoroutes du Sud de la France se sont transformés en 1,6 petit milliard pour le FRR. Les quatre licences UMTS n'ont rapporté que 4 milliards, alors qu'elles devaient constituer, selon Jospin, la principale ressource du FRR. Ensuite, les ressources pérennes devaient provenir des excédents de la CNAV et du FSV, mais précisément, d'excédents, il n'y en a pas eu depuis Jospin. Et les 50 milliards de la Bourse ? 7 milliards d'euros de perdus ! Pas si bizarre, quand on sait que 195 millions d'euros étaient placés chez Lehman Brothers la veille de la crise financière...

Et l'avenir du FRR ?

La droite a affirmé qu'elle utiliserait le FRR dès cette année. « A quoi sert-il, puisqu'il n'atteint pas ses objectifs ? » Argument facile... La gauche, elle, se défend en proposant de continuer à privatiser ! Pas très crédible (sauf pour certains !). Il ne faut pas attendre de miracle de ce FRR, celui-ci ne devait rapporter que 8 milliards d'euros par an entre 2020 et 2040, alors que nous devrions connaître des déficits autour de 70 milliard d'euros. Sortons du jeu de la finance et de la capitalisation ! Battons-nous pour que les grands entreprises paient leurs cotisations ! Cette politique raisonnable, efficace -et donc révolutionnaire- aura le mérite de remplir les caisses de retraites tout en asséchant la source de la finance de marché et de la spéculation.

Par Johann CESA (BN MJS, 42)

Les « petits malaises » de Mosco and co.

« *Je ressens quand même un petit malaise. Il peut y avoir des fréquentations ponctuelles avec l'extrême gauche. Le 7 septembre, il y aura un arc de force très large dans la rue. Mais il faut être clair : nos alliances privilégiées ne sont pas avec elle* »... C'est par ces termes cinglants que Pierre Moscovici a accueilli l'annonce de la venue d'Olivier Besancenot à l'université d'été d'Un Monde d'Avance ! Sympa l'accueil... Pourquoi ce débordement soudain d'attention ?

Tout simplement parce que Moscovici voit d'un très mauvais œil que le PS se tourne vers sa gauche et non vers le centre. Pour lui comme pour de nombreux barons locaux alliés le plus souvent à Ségolène Royal, Collomb en tête, -bonjour, la rénovation !-, ce virage pris actuellement par le parti est une hérésie.

C'est en réalité la stricte et fidèle application de la stratégie d'Epinay à une époque historique différente, mais, dans l'histoire justement, les hérétiques ont toujours préféré se présenter comme de fidèles orthodoxes que de risquer le bûcher... Dans ce cas, si notre stratégie est impie, vers où alors devrait tendre le PS selon les grands pontifes de la motion E ?

Deux solutions : le Modem ou DSK. Le Modem, qui -on ne le répètera jamais assez- est un parti de droite et qui, électoralement parlant, ne pèse plus rien, ne semble plus aujourd'hui être au centre du débat. Reste leur fameuse option DSK. Seulement un problème se pose, et non des moindres : comment peut-on, tout en étant de gauche et en se disant socialiste, soutenir un homme qui préside le FMI, organe de prédilection du capitalisme mondial débridé ? Comment réussir à faire l'unité sur un dossier tel que les retraites, alors même que le « sauveur du monde » -capitaliste, cela va sans dire !- se situe à des années lumières de notre position ?

La stratégie droitière de Moscovici est donc vouée à l'échec sur le court, mais aussi sur le long terme. Les attaques récentes sur le rôle du porte-parole, censé se placer au centre de gravité du parti (comprendre : un peu plus à droite) n'y change rien, bien au contraire !



Benoît Hamon est au centre de gravité de la gauche et il doit y rester ! Il est l'heure de mettre de côté les « petits malaises » de la droite du PS, structurellement minoritaire, pour se concentrer sur la mise en place d'une véritable unité des forces de gauche. Ce n'est qu'en faisant l'unité de toute la gauche que nous pourrions espérer remporter les échéances futures et non en nous tournant vers les tenants du social-libéralisme le plus mou. Cette unité n'est pas un mot lancé comme ça, au hasard et au gré du vent. Elle se concrétise déjà aujourd'hui sur le sujet des retraites. Plus de 350 meetings se sont déjà tenus avec toutes les forces de la gauche à la tribune et de nombreuses réunions se tiendront encore dans les prochaines semaines ! C'est la naissance d'un véritable front commun contre la politique du gouvernement ! Ne laissons pas quelques conservateurs le fissurer.

Le NPA dans son université d'été a invité lui aussi toute la gauche (Motion C du PS, PCF, Verts, PG, FSU, UNEF, Conf' Paysanne, Fase, Attac, Copernic). Rien de plus naturel, donc, que nous organisions une initiative similaire, ici, à nos universités d'été. Certes, nous ne sommes pas encore d'accord sur tout, certes nous avons encore des divergences, cependant rien ne nous empêche de combattre ensemble sur un sujet aussi crucial. « Marcher séparément, frapper ensemble », tel est notre mot d'ordre ! Celui de la droite du parti est un poil différent : « Marcher ensemble avec le centre, se séparer du reste de la gauche »... N'en déplaise à Moscovici, il est du devoir du PS de tendre la main à ses alliés naturels, se réclamant des luttes du salariat et du socialisme. Proposons, avec honnêteté et humilité, aux autres partis de gauche de faire un bout de chemin ensemble et nous verrons ensuite si cette main est saisie ou repoussée. Ce n'est que dopés par cette dynamique unitaire que nous pourrions espérer emporter la bataille des retraites. Allez Pierre, ne tombe pas dans les pommes, prend un cacheton et ça ira mieux !

Par Xavier BOURDON (44)

Unité mensuel gratuit publié par l'Offensive Socialiste

Numéro 34 | Septembre 2010

Courriel: offensive.socialiste@gmail.com

Maquette: Johann CESA

Annonce : Nous cherchons un ou plusieurs dessinateur(s) humoristique(s) afin d'illustrer chaque mois l'actualité dans les colonnes d'Unité. Si vous êtes intéressés, merci de vous faire connaître par courriel (offensive.socialiste@gmail.com) ou de joindre Anthony au 06 19 77 64 08.

Comité de rédaction:

Johann Cesa (42)

Thomas Chavigné (31)

Tunjai Cilgi (64)

Jean-François Claudon (75)

Mehdi Dardouri (42)

Julien Guérin (77)

Anthony Gratacos (77)

Laurent Johnny (43)

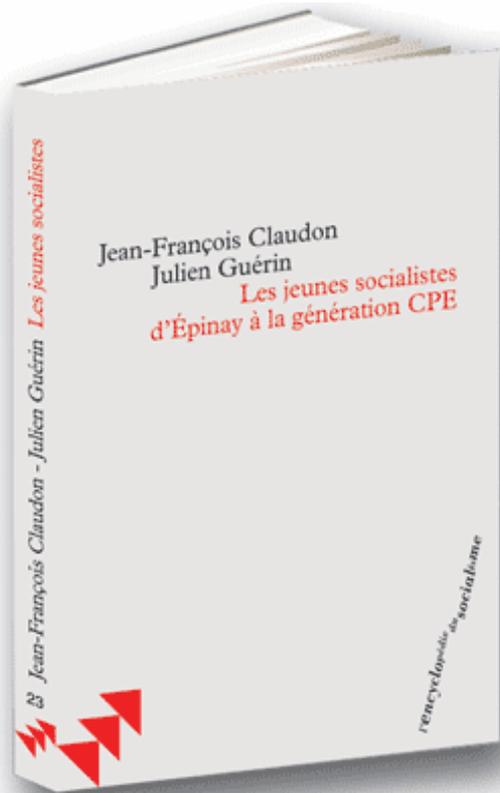
Florent Haspel (42)

Morgan S. Trouillet (75)

Retrouvez nous sur:

www.offensivesocialiste.wordpress.com

Nos droits : on s'est battu pour les gagner, on se battra pour les garder !



Nous continuons à faire le tour de toutes les fédérations du MJS qui nous invite pour présenter notre ouvrage *Les jeunes socialistes d'Épinay à la génération CPE* (paru en août 2008 dans la collection « l'Encyclopédie du socialisme » et préfacé par Benoit Hamon). Après la Loire-Atlantique, la Loire, la Haute-Loire, Paris, les Hauts de Seine, nous serons le 2 octobre prochain à la fête de la Rose, organisée par les socialistes de la Savoie (PS et MJS). Au-delà du livre sur l'histoire des JS, nous retracerons, aux côtés de Gérard Filoche, un siècle de combat de la gauche politique et syndicale, un siècle de conquêtes arrachées par la lutte des salariés. Des premières lois sociales du début du siècle et des débats parfois houleux entre le CGT et la SFIO jusqu'aux 35 heures, en passant par les congés payés, la sécurité sociale, la retraite à 60 ans et les nationalisations, nous montrerons comment lutte sociale et politique sont étroitement liés. Cette histoire de notre camp est aussi une source d'espoir et un

point d'appui pour les combats d'aujourd'hui, ceux pour l'affirmation d'une gauche décomplexée ayant tiré les leçons des échecs du « communisme » bureaucratique et de la social-démocratie réformiste ! Pour paraphraser Jaurès « l'histoire enseigne aux hommes la lenteur des grandes tâches, mais elle justifie l'invincible espoir » ! A nous de faire vivre ce socialisme du XXIème siècle.

**Les auteurs Julien Guérin
et Jean-François CLAUDON**

Si tu souhaites faire une présentation du livre et de l'histoire du MJS au sein de ta fédération, tu peux joindre Jean-François CLAUDON au 06 30 45 29 39